

ACTION URGENTE

DES DÉTRACTEURS DU GOUVERNEMENT ARRÊTÉS RISQUENT LA TORTURE

Quatre hommes politiques de l'opposition et deux journalistes ont été arrêtés à Addis-Abeba (Éthiopie) car ils sont soupçonnés d'avoir participé à des activités liées au terrorisme. Ils risquent d'être victimes de torture et d'autres mauvais traitements. Amnesty International pense qu'ils ont été arrêtés pour avoir exercé en toute légitimité leur droit à la liberté d'expression dans le cadre de leurs professions respectives.

Le journaliste **Eskinder Nega** et les hommes politiques de l'opposition **Andualem Arage**, **Nathanial Mekonnen** et **Asaminew Berhanu**, de l'Unité pour la démocratie et la justice (UDJ), et **Zemene Molla**, secrétaire général du Parti démocratique national éthiopien, ont été arrêtés le 14 septembre. Le journaliste **Sileshi Hagos** a été arrêté, quant à lui, le 9 septembre. Ces six hommes sont soupçonnés d'être membres du groupe Ginbot 7, un parti politique interdit. Ils ont tous critiqué ouvertement le gouvernement et ont récemment appelé à la réforme, en public ou par écrit. Ils sont détenus à l'unité d'enquête centrale de la police fédérale à Maikelawi et risquent d'être torturés ou victimes d'autres mauvais traitements à tout moment.

Les six personnes citées ont comparu devant un tribunal le 15 septembre, avant d'être renvoyées en détention pour 28 jours. Lorsqu'Eskinder Nega a été emmené au tribunal, les membres de sa famille et les journalistes n'ont pas été autorisés à entrer dans la salle d'audience, ce qui fait craindre fortement qu'il ait déjà été maltraité en détention.

À Maikelawi, les personnes placées en détention provisoire sont généralement privées de tout contact avec leurs familles et leurs avocats. Le porte-parole du gouvernement n'a pas été en mesure de confirmer que les détenus en question pouvaient entrer en contact avec des avocats et leurs familles.

Depuis le mois de mars, au moins 100 personnalités de l'opposition et six journalistes ont été arrêtés en Éthiopie. Ils ont tous été accusés d'infractions liées au terrorisme. Amnesty International craint fort que ces arrestations ne relèvent d'une pratique bien établie qui consiste à arrêter et détenir les personnes qui critiquent le gouvernement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- priez-instamment les autorités éthiopiennes de prendre les mesures qui s'imposent pour que les six détenus cités ne soient pas victimes de torture ni d'autres mauvais traitements ;
- exhortez-les à autoriser immédiatement ces personnes à entrer en contact avec des avocats et leurs familles ;
- demandez qu'Eskinder Nega, Andualem Arage, Nathanial Mekonnen, Asaminew Berhanu, Zemene Molla et Sileshi Hagos soient immédiatement libérés, à moins que des éléments crédibles ne permettent de les inculper rapidement et de les juger conformément aux normes internationales d'équité des procès ;
- engagez les autorités éthiopiennes à cesser d'arrêter des personnes qui ont des opinions politiques différentes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 31 OCTOBRE 2011 À :

Premier ministre

Meles Zenawi
P.O. Box 1031
Addis Ababa
Éthiopie

Fax : +251 155 20 30

**Formule d'appel : *Dear Prime Minister, /
Monsieur le Premier ministre,***

Ministre de la Justice

Berhanu Hailu
P.O. Box 1370
Addis Ababa
Éthiopie

Fax : + 251 115 517 775

**Formule d'appel : *Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,***

Responsable de la police fédérale

Gebeyehu Workineh
P.O. Box 5718
Addis Ababa
Éthiopie

Fax : +251 551 12 13

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays (adresse(s) à compléter).

Nom(s), adresse(s), numéro de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES DÉTRACTEURS DU GOUVERNEMENT ARRÊTÉS RISQUENT LA TORTURE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Zemene Molla a récemment demandé l'autorisation d'organiser une manifestation à Addis-Abeba. La semaine dernière, Eskinder Nega a écrit un article commémorant le Nouvel an éthiopien, dans lequel il déclarait : « 2004 pourrait être l'année où la liberté d'expression et d'association sera respectée... 2004 pourrait être l'année où les Éthiopiens ne seront plus incarcérés en raison de leurs convictions politiques. » Le message de l'UDJ pour le Nouvel an appelait à une « lutte pacifique [...] amenant la paix au peuple éthiopien à tous les niveaux ». Sileshi Hagos officie sur la station de radio 96.3 FM, basée à Addis-Abeba. Il est également le compagnon de la journaliste Reyot Alemu, arrêtée en juin et inculpée en vertu de la législation antiterroriste début septembre. Cet homme a indiqué que les autorités avaient confisqué son ordinateur portable et l'avaient interrogé après l'arrestation de Reyot Alemu.

En Éthiopie, les personnalités politiques appartenant à l'opposition sont fréquemment victimes d'arrestations et d'actes de harcèlement, et le droit des journalistes à la liberté d'expression est rarement respecté.

Début septembre, Debebe Eshetu, célèbre acteur et membre de l'opposition, a aussi été arrêté. La même semaine, cinq journalistes – trois Éthiopiens et deux Suédois – ont été inculpés aux termes de la législation antiterroriste. Zerihun Gebre-Egzabiher, président du Parti démocratique national éthiopien, a été inculpé dans la même affaire que trois de ces journalistes. Un autre journaliste, Argaw Ashine, a fui le pays après que son nom a été cité sur Wikileaks et qu'il a été convoqué par le bureau de la communication du gouvernement et la police fédérale pour être interrogé sur ses sources.

Fin août et début septembre, neuf membres de partis d'opposition ont été arrêtés, ainsi que 20 autres personnes accusées comme eux d'infractions liées au terrorisme. Il s'agissait notamment de Bekele Gerba, enseignant à l'université d'Addis-Abeba et président adjoint du Mouvement démocratique fédéraliste oromo, et d'Olbana Lelisa, représentant du Congrès national oromo (CNO). Ces deux hommes ont rencontré des délégués d'Amnesty International quelques jours seulement avant leur arrestation.

En mars 2011, au moins 89 membres de ces deux partis politiques oromos ont été arrêtés lors d'opérations de grande ampleur. Beaucoup d'entre eux étaient d'anciens parlementaires qui avaient fait campagne pour les élections de 2010.

Toutes les personnalités de l'opposition et les journalistes arrêtés cette année ont été accusés d'infractions liées au terrorisme. Tous les hommes politiques arrêtés qui appartiennent à l'ethnie oromo ont été accusés d'être membres du Front de libération oromo (FLO) – un groupe armé. Cette accusation est fréquemment portée contre des membres de l'opposition oromo. Les personnes arrêtées qui appartiennent à d'autres ethnies ont été accusées soit de faire partie du groupe interdit Ginbot 7, soit d'avoir participé à des complots terroristes indépendants.

Amnesty International craint fort que ces arrestations ne prouvent que la Loi éthiopienne relative à la lutte contre le terrorisme est utilisée pour limiter la liberté d'expression légitime dans ce pays. Les dispositions de ce texte, adopté en 2009, définissent les activités terroristes de manière si large que cela laisse craindre qu'elle ne servent à ériger en infraction la liberté d'expression et de réunion pacifique.

En 2010, l'Éthiopie a accepté la recommandation de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations unies appelant le pays à « [p]rendre toutes les mesures nécessaires pour assurer des moyens d'information libres et indépendants qui rendent compte du pluralisme dans les opinions ».

Noms : Eskinder Nega, Andualem Arage, Nathaniel Mekonnen, Asaminew Berhanu, Zemene Molla et Sileshi Hagos

Genre h/f : hommes

AU 282/11, AFR 25/008/2011, 19 septembre 2011

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

